

Chambre des Représentants

SESSION 1956-1957.

17 JUIN 1957.

PROJET DE LOI relatif à la pension de retraite et de survie des employés.

AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR M. GLINEUR
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 4.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Pour le calcul de la pension de retraite, la rémunération d'un employé est fixée pour chacune des années d'occupation antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi à 60 000 francs. »

JUSTIFICATION.

Il faut accorder aux pensionnés d'aujourd'hui, une pension qui leur assure une vieillesse heureuse. La nouvelle loi leur alloue une pension égale à 75 % d'un salaire que nous jugeons insuffisant.

C'est pourquoi nous proposons de fixer à 60 000 francs le salaire forfaitaire considéré comme gagné par les employés avant la date d'entrée en vigueur de la loi, et quel que soit leur sexe.

Cette mesure permettrait d'assurer aux employés déjà pensionnés, une pension de 45 000 francs l'an.

Art. 5.

1. — Au premier alinéa, supprimer les mots :

« a cessé toute activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel et s'il »,

Voir :

693 (1956-1957) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 7 : Amendements.
- N° 8 : Rapport.
- N° 9 et 10 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1956-1957.

17 JUNI 1957.

WETSONTWERP betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER GLINEUR
OP DE TEKST
DOOR DE COMMISSIE AANGENOMEN.

Art. 4.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Bij de berekening van het rustpensioen wordt de bezoldiging van een bediende, voor elk jaar tewerkstelling dat aan de inwerkingtreding van deze wet voorafgaat, op 60 000 frank vastgesteld. »

VERANTWOORDING.

Aan de tegenwoordige gepensioneerden moet een pensioen verleend worden dat hun een gelukkige oude dag waarborgt. Volgens de nieuwe wet wordt hun een pensioen toegekend dat gelijk is aan 75 % van een loon dat wij ontoereikend vinden.

Wij stellen dan ook voor het forfaitaire loon, dat de bedienden geacht worden te hebben verdiend vóór de inwerkingtreding van de wet, op 60 000 frank vast te stellen, ongeacht hun geslacht.

Op deze grondslag zouden de gepensioneerden van thans verzekerd zijn van een pensioen van 45 000 frank per jaar.

Art. 5.

1. — In het eerste lid de woorden :

« alle beroepsbezigheden, met uitzondering van gelegenhedswerk, heeft gestaakt en zo hij »,

Zie :

693 (1956-1957) :

- N° 1 : Ontwerp door de Senaat overgezonden.
- N° 2 tot 7 : Amendementen.
- N° 8 : Verslag.
- N° 9 en 10 : Amendementen.

2. — Supprimer les trois derniers alinéas.

JUSTIFICATION.

Seule la loi intéressant les ouvriers et les employés interdit ou prévoit d'interdire aux intéressés admis à la pension de continuer à avoir une activité professionnelle. C'est injuste, d'autant plus que les mêmes lois n'assurent pas aux ouvriers et employés une pension leur permettant de vivre à l'abri de la misère, s'ils n'ont pas d'autres ressources. C'est pourquoi nous proposons de supprimer ces restrictions.

Art. 9.

Remplacer le § 2 par ce qui suit :

« Les taux de pension de retraite et de pension de survie sont majorés de 2,5 % lorsque l'indice des prix de détail atteint 102,7 points. Une nouvelle majoration de 2,5 % est appliquée pour toute hausse de l'indice de 2,4 points par rapport au chiffre de l'indice qui a entraîné la majoration précédente.

» Les mêmes taux sont diminués de 2,5 % lorsque l'indice des prix de détail sera descendu à 95,5 points. Une nouvelle diminution de 2,5 % est appliquée pour toute baisse de l'indice de 2,4 points par rapport au chiffre de l'indice qui devait entraîner la diminution précédente.

» Si l'indice retombe à un chiffre inférieur à celui qui a justifié une majoration en vertu de l'alinéa premier ou remonte à un chiffre supérieur à celui qui a justifié une diminution en vertu du deuxième alinéa, les taux de pension subissent une réduction ou une majoration de 2,5 %.

» Les majorations et diminutions visées aux alinéas précédents sont appliquées le premier du mois suivant celui au cours duquel l'indice atteint le chiffre qui le justifie. »

JUSTIFICATION.

Nous reprenons, en déposant cet amendement, une proposition que nous avons déjà défendue lors de la discussion du projet de loi sur la pension des ouvriers.

Il ne serait que juste que les pensions soient liées à l'indice du coût de la vie par le même moyen que celui qui est en vigueur pour le salaire des travailleurs.

Il n'est pas normal que les pensions restent bloquées jusqu'au moment où le coût de la vie a augmenté de 5 %. Il faut que les pensions soient rajustées plus rapidement en cas de hausse. C'est l'objet de l'amendement.

Art. 10.

Au premier alinéa du § 1 et dans les articles suivants, remplacer les chiffres :

« 65 » et « 60 »,

respectivement par :

« 60 » et « 55 ».

Art. 10.

1. — Compléter le deuxième alinéa du § 1 par ce qui suit :

« Cette réduction de 5 % n'est pas appliquée aux vic-times du devoir patriotique. »

2. — Au troisième alinéa du § 1, remplacer :

« 1/45 » et « 1/40 »,

respectivement par :

« 1/40 » et « 1/35 ».

2. — De laatste drie leden weglaten.

VERANTWOORDING.

Alleen de wet betreffende de arbeiders en de bedienden verbiedt de personen die de pensioengerechtigde leeftijd bereikt hebben, verder een beroepsbezigheid uit te oefenen. Dit is onrechtvaardig, te meer dat diezelfde wetten de arbeiders en bedienden geen pensioen verzekeren dat hen behoedt voor armoede, indien zij over geen andere inkomsten beschikken. Dit is de reden waarom wij die beperking willen afschaffen.

Art. 9.

Paragraaf 2 van dit artikel vervangen door wat volgt :

« De bedragen van de rust- en overlevingspensioenen worden met 2,5 % verhoogd, indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen 102,7 punten bereikt heeft. Een nieuwe verhoging met 2,5 % wordt toegepast bij iedere stijging van het indexcijfer met 2,4 punten ten opzichte van het indexcijfer dat tot de vorige verhoging aanleiding moest geven.

» Dezelfde bedragen worden met 2,50 % verlaagd indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen beneden 95,5 punten daalt. Een nieuwe verlaging met 2,5 % wordt toegepast telkens wanneer het indexcijfer 2,4 punten lager komt te liggen dan het indexcijfer dat tot de vorige verlaging aanleiding moest geven.

» Indien het indexcijfer daalt beneden het cijfer dat een verhoging met toepassing van lid 1 heeft gerechtvaardigd, of stijgt tot boven het cijfer dat een verlaging met toepassing van lid 2 heeft gerechtvaardigd, worden de pensioenbedragen met 2,5 % verlaagd of verhoogd.

» De verhogen en verlagingen, bedoeld in de vorige leden, worden toegepast op de eerste dag van de tweede maand welke volgt op die waarin het indexcijfer het peil bereikt dat er aanleiding toe geeft. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement gaat uit van een voorstel dat wij reeds verdedigd hebben bij de bespreking van het wetsontwerp op het arbeiderspensioen.

Het is niet meer dan billijk, dat de bediendenpensioenen op dezelfde wijze aan het indexcijfer gekoppeld worden als de lonen van de arbeiders.

Het is niet normaal dat de pensioenen geblokkeerd blijven tot wanneer de kosten van levensonderhoud met 5 % gestegen zijn. In geval van stijging moeten de pensioenen sneller aangepast worden. Dit is het doel van het amendement.

Art. 10.

In het eerste lid van § 1 en in de volgende artikelen het cijfer :

« 65 » en « 60 »,

respectievelijk vervangen door :

« 60 » en « 55 ».

Art. 10.

1. — Het tweede lid van § 1 aanvullen met wat volgt :

« Deze vermindering van 5 % wordt niet toegepast op de slachtoffers van de patriotische plicht. »

2. — In het derde lid van § 1 :

« 1/45 » en « 1/40 »,

respectievelijk vervangen door :

« 1/40 » en « 1/35 ».

3. — Au quatrième alinéa, lettre a, du même § 1, remplacer :

« 60 % »,

par :

« 75 % ».

4. — Au même quatrième alinéa, supprimer le lettre b.

JUSTIFICATION.

Les buts poursuivis par les différents amendements que nous présentons à cet article sont :

1° d'assurer la pension à 60 ans aux employés et à 55 ans aux employées et ce sans aucune réduction du taux de la pension;

2° de réduire le nombre d'années de travail requis pour avoir droit à la pension complète.

Nous estimons que 40 ans pour les hommes et 35 ans pour les femmes sont largement suffisants.

Nous voulons en outre qu'on en finisse avec l'inégalité entre hommes et femmes. La femme travailleuse doit avoir les mêmes droits à la pension que les hommes et au même taux. C'est pourquoi nous proposons que la pension soit égale à 75 % du salaire pour tous les employés masculins qu'ils soient mariés ou non.

Ce régime est en vigueur pour les agents de l'Etat et des Services publics.

Il n'y a aucune raison pour le refuser aux employés du secteur privé.

En outre, il faut déterminer d'une façon non équivoque et non seulement en principe, le droit des victimes du devoir patriotique à la pension anticipée.

Art. 15.

Au § 3, remplacer :

« 30 % »,

par :

« 45 % ».

JUSTIFICATION.

Il est impossible pour une personne de vivre décemment avec comme seule ressource 30 % du salaire d'un travailleur.

De nombreuses veuves devront abandonner, si elles ne sont pas handicapées physiquement, le bénéfice de la pension de survie et travailler.

Or, si cela est éventuellement possible pour une veuve âgée de 45 ans, c'est pratiquement impossible pour une veuve âgée de 55 ans et plus.

Notre amendement tendant à allouer aux veuves d'employés, une pension de survie égale à 50 % du salaire du mari ayant été repoussé en commission, nous proposons 45 %, taux figurant au programme revendicatif des pensionnés socialistes.

Art. 18.

1. — Remplacer le 1° par ce qui suit :

« 1° L'Etat verse à la Caisse Nationale des Pensions de retraite et de survie, une subvention égale à la moitié du montant des cotisations des employés et des employeurs versées à la dite Caisse. »

2. — Supprimer le 5°.

JUSTIFICATION.

Cet amendement donne les moyens financiers permettant de réaliser nos amendements. C'est-à-dire une pension minimum de 45 000 francs pour les pensionnés d'aujourd'hui, et l'abaissement de l'âge de la pension à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

La suppression du 5° découle de l'amendement que nous présentons à l'article 22, visant à supprimer toute participation des organismes d'assurances y compris la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite à la gestion des fonds destinés au financement de la présente loi.

3. — In het vierde lid van zelfde § 1, lettera a :

« 60 % »,

vervangen door :

« 75 % ».

4. — In hetzelfde vierde lid, lettera b weglaten.

VERANTWOORDING.

De verschillende amendementen die wij op dit artikel voorstellen hebben tot doel :

1° het pensioen op 60-jarige leeftijd aan de mannelijke en op 55-jarige leeftijd aan de vrouwelijke bedienden te verzekeren zonder vermindering van het pensioenbedrag;

2° een kleiner aantal jaren tewerkstelling te eisen voor de aanspraak op een vol pensioen.

Wij zijn van oordeel dat 40 jaren arbeid voor de mannen en 35 jaren voor de vrouwen ruimschoots volstaan.

Wij willen ook een einde maken aan de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen. De vrouw die werkt moet evenveel recht hebben op pensioen en op hetzelfde bedrag als de mannen. Derhalve stellen wij voor, dat het pensioen gelijk zou zijn aan 75 % van de wedde voor alle gehuwde of ongehuwde mannelijke bedienden.

Dit stelsel geldt voor het Rijks- en overheidspersoneel.

Er bestaat geen reden om het te weigeren aan de bedienden uit de private sector.

Verder moet men ondubbelzinnig en niet alleen in principe het recht van de slachtoffers van hun vaderlandse plicht op het vervroegde pensioen bepalen.

Art. 15.

In § 3, het cijfer :

« 30 % »,

vervangen door :

« 45 % ».

VERANTWOORDING.

Het is onmogelijk fatsoenlijk te leven met als enige inkomsten 30 % van het loon van een werknemer.

Talrijke weduwen zullen dus, indien zij niet lichamelijk gehandicapt zijn, geen overlevingspensioen genieten en moeten werken.

Dit is echter misschien wel mogelijk voor een weduwe van 45 jaar, doch is praktisch uitgesloten voor een weduwe van 55 jaar en ouder.

Daar ons amendement dat er toe strekt aan de weduwen van bedienden een overlevingspensioen gelijk aan 50 % van de wedde van de man toe te kennen in commissie werd afgewezen, stellen wij 45 % voor, bedrag dat voorkomt in het eisenprogramma van de socialistische gepensioneerden.

Art. 18.

1. — Nummer 1° van dit artikel vervangen als volgt :

« 1° Het Rijk maakt jaarlijks aan de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen een toelage over, gelijk aan de helft van het bedrag van de bedienden- en werkgeversbijdragen gestort in die Kas. »

2. — Nummer 5° weglaten.

VERANTWOORDING.

Dit amendement zorgt voor de vereiste geldmiddelen. Het gaat er om een minimum-pensioen van 45 000 frank aan de tegenwoordige gepensioneerden te verlenen en de pensioengerechtigde leeftijd tot 60 jaar voor de mannen en tot 55 jaar voor de vrouwen te verlagen.

De afschaffing van het 5° vloeit voort uit het amendement dat wij op artikel 22 voorstellen en dat er toe strekt elke deelneming van de verzekeringsinstellingen, met inbegrip van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas uit het beheer van de voor de financiering van deze wet bestemde gelden uit te sluiten.

Art. 20.

Au premier alinéa du § 1, supprimer les mots :

« A l'exception de la part versée aux organismes d'assurances agréés en application de l'article 22 de la présente loi, »

JUSTIFICATION.

Nous estimons que toute participation des organismes d'assurances, y compris la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à la gestion des fonds destinés au financement des prestations prévues par la présente loi, doit être exclue.

Seule, estimons-nous, la Caisse Nationale des Pensions pour Employés doit être habilitée à gérer l'entiereté de ces fonds.

C'est le but que poursuit notre amendement.

Art. 22.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« La Caisse Nationale des Pensions pour Employés instituée par la loi du 18 juin 1930, étant seule habilitée à gérer les fonds destinés au financement des prestations prévues par la présente loi, les autres organismes assureurs et agréés en vertu de la loi du 18 juin 1930, y compris la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, procéderont à la liquidation des prestations d'assurances acquises par les versements effectués sous l'empire de l'ancien régime.

» La Caisse Nationale des Pensions pour Employés est subrogée aux droits des assurés à concurrence de ces prestations.

« Le Roi fixe les modalités de liquidation. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement découle de celui que nous présentons à l'article 15, visant à accorder à la Caisse Nationale des Pensions pour Employés, la gestion totale des fonds.

Art. 34.

Au littera B, 1^o, supprimer les mots :

« sous déduction, le cas échéant, de la part de cotisation payée directement par l'employeur, en vertu de la législation relative à la pension de retraite et de survie des employés, à l'organisme d'assurance auquel l'intéressé est éventuellement affilié; »

Art. 20.

In het eerste lid van § 1, de woorden :

« met uitzondering van het in toepassing van artikel 22 van deze wet aan de erkende verzekeringsorganismen gestorte aandeel »,

weglaten en deze paragraaf doen aanvangen als volgt :

« De voor de financiering bestemde gelden worden door de Nationale Kas... ».

VERANTWOORDING.

Wij zijn van oordeel dat de verzekeringsinstellingen, met inbegrip van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, niet mogen deelnemen aan het beheer van de gelden bestemd voor de financiering van de bij deze wet vastgestelde uitkeringen.

Alleen de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen moet gerechtigd zijn om al die gelden te beheren.

Dit is het doel van ons amendement.

Art. 22.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Aangezien de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen ingesteld bij de wet van 18 juni 1930 alleen bevoegd is om de gelden bestemd voor de financiering der bij deze wet bepaalde uitkeringen, te beheren, zullen alle andere verzekeringsinstellingen erkend krachtens de wet van 18 juni 1930, met inbegrip van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, overgaan tot de vereffening van de verzekeringsuitkeringen gevormd door de storting krachtens de vroegere regeling.

» De Nationale Kas voor Bediendenpensioenen treedt, ten belope van die gelden, in de plaats van de verzekerden.

» De Koning bepaalt de vereffeningsmodaliteiten. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement is het gevolg van dat voorgesteld op artikel 15 waarbij beoogd wordt aan de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen het gehele beheer van de gelden toe te vertrouwen.

Art. 34.

In littera B, 1^o, de woorden weglaten :

« gebeurlijk met aftrek van het gedeelte van de bijdrage dat door de werkgever krachtens de wetgeving op het rust- en overlevingspensioen van de bedienden, rechtstreeks betaald werd aan de verzekeringsinstelling waarbij de betrokkene aangesloten is; »